

**CANADA AND UN
PEACEKEEPING: COLD WAR BY
OTHER MEANS, 1945-1970**

par Sean M. Maloney, Ph.D.

St. Catharines, Vanwell Publishing Ltd., 265 pages. 35,00 \$

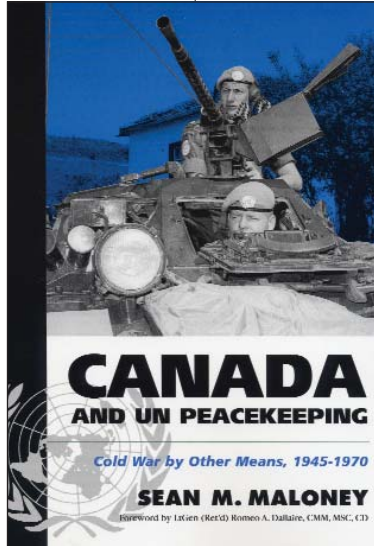
Compte rendu par le major David Last, Ph.D.

« **L**e maintien de la paix au nom de l'ONU, soutient Sean Maloney, était la seule flèche à plume bleue au carquois de guerre froide du Canada : la pointe des autres était faite d'ogives nucléaires ou d'armes conventionnelles. » (p. 249) Maloney a écrit une histoire sans concession et solidement étayée par une recherche approfondie des contributions du Canada au maintien de la paix; il les décrit comme faisant partie d'une stratégie qui visait à défendre les intérêts occidentaux lors de la confrontation avec le monde communiste, qui a sévi de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la chute du mur de Berlin. Les contributions du Canada à l'OTAN et à l'ONU faisaient partie d'une stratégie cohérente, et le Canada était un intervenant important pendant la guerre froide. Après avoir lu le livre, j'avais un commentaire et trois questions à formuler. Tout d'abord, il faut certainement aborder avec un peu plus d'humilité le rôle central que le Canada aurait joué dans l'histoire du maintien de la paix, ce qui changerait peut-être l'impression que le maintien de la paix n'était qu'une flèche à plume bleue de plus dans l'arsenal de la guerre froide. Le rôle de maintien de la paix que le Canada a joué appuyait l'OTAN, mais les conflits en question ne concernaient pas uniquement le Canada et ses intérêts. Ce livre soulève des questions plus importantes. Est-il possible d'écrire l'histoire d'une entreprise internationale d'un point de vue national sans la changer? En outre, lorsqu'on aborde l'histoire du maintien de la paix internationale du point de vue de la stratégie nationale, qu'apprend-on sur les idées convergentes du maintien de la paix et de conduite de la guerre? Question plus importante encore, où sont toutes les autres histoires des nombreuses campagnes canadiennes pendant 50 ans de maintien de la paix?

Comme la plupart des officiers des Forces canadiennes d'aujourd'hui, Sean Maloney est un produit de la guerre froide. Officier de reconnaissance de réserve, il était l'historien de la brigade canadienne en Allemagne et en a écrit l'histoire officielle : *War without Battles*. Sa recherche de doctorat portait sur la politique nucléaire du Canada; elle sera bientôt publiée sous le titre *Learning to Love the Bomb: Canada's Cold War Strategy and Nuclear Weapons, 1951-1968*. C'est au cours de sa recherche sur la stratégie nucléaire du Canada qu'il a découvert des documents qui montrent sous un nouveau jour les motivations du Canada en matière de maintien de la paix. La contribution du Canada au maintien de la paix pendant la guerre froide était essentiellement un accessoire de sa stratégie avec l'OTAN. Il s'agit là d'un antidote important aux allégations voulant que le Canada n'ait pas de stratégie cohérente ou que sa contribution à l'OTAN cadre mal avec ses opérations de maintien de la paix.

Des plans de guerre froide récemment rayés de la liste de documents secrets et des notes de service et de la correspondance interne montrent que l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan

(UNMOGIP) et la Commission internationale de surveillance et de contrôle (CISC) au Vietnam étaient des missions d'économie de forces à l'appui de la sécurité des régions de bases éventuelles pour les plans de guerre nucléaire américano-britanno-canadiens. Les mécanismes collectifs de sécurité de l'ONU n'ont pas fonctionné à cause de l'impasse entre l'Est et l'Ouest au Conseil de sécurité, et l'OTAN a dû élaborer ses propres plans de sécurité. À partir de 1954, l'OTAN est devenue le pilier de la politique canadienne en matière de sécurité. Tout au long des années 1950, le maintien de la paix était un élément secondaire face aux nouvelles réalités de la confrontation nucléaire. De même que ses alliés, le Canada envisageait tous les conflits et leurs résultats sous l'angle de la concurrence entre l'Est et l'Ouest, que les belligérants locaux aient ou non la même optique. Par conséquent, « on a mis l'Iran à l'abri du contrôle communiste en 1954 » (p. 40), bien qu'on puisse maintenant voir dans ce geste le prélude malheureux du « conflit de civilisations » actuel. Pendant les années 1950, le maintien de la paix était un moyen de gérer les conflits en dehors de la région de l'OTAN afin de protéger les intérêts économiques et stratégiques des alliés du Canada. La Force d'urgence des Nations Unies (FUNU) a été conçue comme une force robuste par le général canadien Tommy Burns avant que Pearson ne propose de la créer; il s'agissait en fait d'une façon de tirer la Grande-Bretagne et la France d'un mauvais pas et de rouvrir le canal de Suez plutôt que de résoudre un quelconque différend entre les



Arabes et les Israéliens. Maloney se montre critique face à l'héritage de la première force de maintien de la paix :

Il y aura d'autres opérations de circonstance. Il y aura des ingérences musclées quant à la structuration des forces de l'ONU lors d'opérations ultérieures. Il y aura des différences entre les exigences minimales du commandant d'une force de l'ONU et ce qu'on lui donnera sur le terrain. Les forces de l'ONU resteront toujours des forces légères avec des mandats d'exécution vagues et des capacités minimales. (p. 75)

La chose est vraie, mais elle l'est parce que ces conflits n'étaient pas uniquement des conflits avant tout canadiens; ils influaient sur les intérêts des belligérants plus que sur ceux du Canada. La crise de Suez était également une question de nationalisme, de décolonisation et de déséquilibre entre le Nord et le Sud. Burns avait proposé une force qui appuierait les intérêts stratégiques occidentaux. Hammarskjold, Bunche et Pearson ont créé une force qui aurait pu aider à résoudre le conflit. C'est là un cas où l'histoire d'une entreprise internationale racontée d'un point de vue national ne fournit pas un portrait complet des choses : le maintien de la paix ne se ramène pas aux intérêts stratégiques des grandes puissances qui s'en font les promoteurs.

D'un point de vue canadien, l'histoire du maintien de la paix devient particulièrement intéressante en 1958. La crainte des conséquences d'une guerre nucléaire a amené des personnes comme Howard Green et Norman Robertson des Affaires étrangères à faire un lien entre le maintien de la paix, le désarmement et la neutralité; si les conflits périphériques pouvaient être gérés sous les auspices de l'ONU, on pourrait reléguer le conflit idéologique à l'arrière-plan et il ne nous menacerait pas. Le Canada n'aurait pas à prendre parti à tout bout de champ. Mais, comme l'explique Maloney, le Canada a pris

parti dans des conflits comme celui du Congo. Le Canada a contribué à empêcher l'Union soviétique d'établir éventuellement des bases tout en préservant la crédibilité de l'ONU, crédibilité qui serait essentielle dans les opérations ultérieures à Chypre. Chypre, à son tour, avait une importance cruciale pour les intérêts de l'OTAN pendant la guerre froide.

Que peut-on apprendre de l'histoire des opérations canadiennes de maintien de la paix au sujet de la convergence des idées de maintien de la paix et de la conduite de la guerre? Le caractère limité des contributions du pays au maintien de la paix (quelques observateurs ici, quelques spécialistes des transmissions là, un ou deux équipages aériens ailleurs) signifiait que les militaires canadiens avaient rarement une idée d'ensemble de ce qui se passait bien qu'ils aient participé activement aux opérations. C'est ce qui explique en partie qu'on sache au Canada si peu de choses au sujet de la stratégie et de la tactique du maintien de la paix après tant d'années passées à être le grand gardien de la paix dans le monde. Cette situation présentait toutefois un avantage. Alors que les États-Unis mûrissaient des idées cohérentes au sujet des limites de l'intervention étrangère dans la défense intérieure, des mesures anti-insurrectionnelles et de l'importance de la légitimité, le Canada, béatement ignorant de la réalité, croyait au mythe du maintien de la paix dans la résolution altruiste des conflits. À la fin de la guerre froide, on s'est rendu compte que c'était exactement ce dont on avait besoin. Après tout, il n'était pas question du Canada et de ses guerres. Quand Maloney écrit : « le mythe continuera sans doute à entraîner le pays dans des opérations qui n'ont rien à voir avec des intérêts canadiens particuliers », il oublie un enseignement important de la guerre froide et de ses répercussions. Une menace à la paix dans un endroit quelconque est une menace à la paix générale, et le Canada a un intérêt particulier dans la paix et la sécurité internationales. En outre, de nouvelles données sur les conflits montrent que la prédominance des conflits à l'intérieur des États a débuté en 1945, et non en 1989¹; c'est là un fait que la guerre froide a tout simplement dissimulé. Le maintien de la paix est peut-être

maintenant plus important comme moyen de résoudre les conflits que comme moyen d'acquérir des avantages stratégiques.

Toutefois la question la plus brûlante reste de savoir où sont les autres histoires des nombreuses campagnes menées par le Canada pendant 50 ans de maintien de la paix. En fait, où sont les autres histoires des opérations militaires canadiennes? L'équipe des journaux de guerre de la Direction de l'histoire et du patrimoine a une base de données sur 94 opérations canadiennes menées entre 1947 et 2001. Trois projets sont en cours pour rédiger l'histoire officielle des opérations de l'ONU au Congo (ONUC) et à Chypre (UNFICYP) ainsi que celle des opérations aériennes en Yougoslavie. Maloney a rédigé la première bonne histoire des opérations canadiennes de maintien de la paix de 1945 à 1970, y compris les opérations les plus importantes et plusieurs autres moins connues (AETNU dans l'Ouest de l'Irian, UNYOM au Yémen et la Commission internationale de contrôle au Laos, entre autres). Les livres que Maloney va écrire sur les forces de protection de l'ONU dans l'ancienne Yougoslavie (FORPRONU) et sur les opérations de l'OTAN au Kosovo seront presque certainement publiés avant les histoires officielles. S'ils sont de la même qualité que ce livre fascinant et stimulant, le lecteur aura de quoi se régaler; il faut souhaiter qu'il n'ait pas à attendre longtemps.

Le major David Last, Ph.D., enseigne la politique au Collège militaire royal du Canada.

NOTE

1. Nils Petter Gleditsch, Havard Strand, Mikael Eriksson, Margareta Sollenberg et Peter Wallensteen, « Armed Conflict 1946-99: A New Dataset », communication préparée pour une conférence parrainée conjointement par l'International Peace Research Institute d'Oslo, le département de recherche sur la paix et les conflits de l'université d'Uppsala et le Groupe de recherche des économistes du développement de la Banque mondiale, tenue à Uppsala les 8 et 9 juin 2001 et intitulée *Identifying Wars: Systematic Conflict Research and Its Utility in Conflict Resolution and Prevention*.

LA SÉCURITÉ HUMAINE, UNE NOUVELLE CONCEPTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

sous la direction de Jean-François Rioux

Collection Raoul-Dandurand, Harmattan, Paris, 2001, 366 pages.

Compte rendu par Fahim Youssofzai

Le thème central de ce livre est la « sécurité humaine » dans le contexte international de l'après-guerre froide. Le livre se divise en trois parties et comporte une conclusion qui peut servir de synthèse au sujet.

La première partie regroupe des contributions sous le thème de la « théorie de la sécurité humaine ». Dès le début, la définition du concept de sécurité humaine est précisée par Charles-Philippe David et Jean-François Rioux (p. 20-30). Selon ces auteurs, la « sécurité humaine » est liée au « devoir d'ingérence » et s'appuie sur l'affirmation des « droits universels de la personne ». Dans le contexte présent, poursuivent-ils, l'État cesse d'être le seul protecteur légitime de la sécurité. Daniel Colard examine ensuite le concept de la sécurité humaine sous l'angle juridique (p. 31-56) pour affirmer que, selon cette perspective, la « sécurité humaine » trouve ses racines dans la fondation de la Croix-Rouge (1864) et gagne du terrain avec le développement des droits de l'homme et du droit humanitaire des Nations Unies. L'auteur attire l'attention sur trois définitions de ce concept : celle de l'ancien directeur de

l'UNESCO, Frédéric Mayor, pour qui la « sécurité humaine » se confond avec la protection et la défense de la dignité humaine; celle de l'actuel secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, qui pense que « le plus important, c'est que l'être humain soit au centre de tout ce que nous faisons »; et celle de l'ancien ministre des Affaires extérieures du Canada, Lloyd Axworthy, pour qui « essentiellement [...] la sécurité humaine signifie la protection des individus contre les menaces, qu'elles s'accompagnent ou non de violence. Il s'agit d'une situation [...] se caractérisant par l'absence d'atteinte aux droits fondamentaux des personnes, à leur sécurité, voire à leur vie. » Dans le chapitre qui suit, Daniel Colard reconnaît que le champ d'application et le contenu de la notion de « sécurité humaine » sont vastes et que les conséquences de cette notion sur le droit international et les relations internationales sont énormes, voire même révolutionnaires. Selon Jean-Jaques Roche qui signe le texte suivant (p. 57-71), il faut faire preuve de « réalisme face à la sécurité humaine », et les questions de sécurité doivent être abordées dans une optique plus large que celle qu'adopte la tradition diplomatico-stratégique. Il ajoute que ce sont surtout les dysfonctionnements de certains États du tiers monde qui sont les principales menaces à la sécurité individuelle. Il propose donc « la transformation de ces États en États plus civilisés » en reprenant ainsi l'expression de « Decent States » que J. Rawls utilisait en 1999 dans *The Law of Peoples*. Pour Keith Krause, dont la contribution s'intitule « Une approche critique de la sécurité humaine » (p. 74-98), il ne suffit pas de formuler une nouvelle idée. Il faut aussi que celle-ci satisfasse trois conditions : être acceptée et diffusée par

différents acteurs, avoir des incidences sur les pratiques et avoir des incidences sur le pouvoir des nouveaux acteurs.

La deuxième partie du livre rassemble d'autres contributions autour de « quelques thèmes de la sécurité humaine ». Cette partie commence avec le travail de Guy Maurissette qui souligne l'importance de l'eau par rapport à la sécurité humaine (p. 101-111). Ensuite, évoquant « la séparation, la sécession et la sécurité humaine » (p. 113-135), J.F. Guilhaudis affirme que le concept de la sécurité humaine lui paraît peu construit, incomplet et immature et qu'il nécessite des élaborations supplémentaires. Par la suite, Jean-Paul Hébert analyse « la sécurité humaine et la nouvelle course aux armements » (p. 137-145). Selon lui, la nouvelle course aux armements, qui oppose principalement les États-Unis aux producteurs européens, ne se fait pas dans une perspective de violence, mais par l'intermédiaire de l'économie et de la technologie. En rappelant les récentes hausses de dépenses militaires dans les pays industrialisés, Hébert recommande que, dans l'évolution de la « sécurité humaine », on n'oublie pas certaines limitations comme le fait que le traité d'interdiction de mines anti-personnel n'ait été ratifié ni par les États Unis, ni par la Russie, ni par la Chine. Un texte de Bernard Adam termine cette partie et porte sur les « initiatives en vue de lutter contre la prolifération des armes légères » (p. 145-156). L'auteur y recommande de réduire la disponibilité et l'usage des armes légères par des efforts visant à la fois l'offre et la demande, ce qui aiderait à atteindre le double objectif de l'amélioration de la sécurité collective et individuelle.

La troisième partie du livre rassemble des contributions autour du thème de la « mise en œuvre de la sécurité humaine ». Elle commence avec l'analyse de Josiane Tercinet sur « le conseil de sécurité et la sécurité humaine » (p. 159-179) et est suivie d'une étude de Frédéric Ramel sur « les institutions

économiques internationales et la sécurité humaine » (p. 182-203). Elle se poursuit avec un chapitre (p. 205-221) de Michèle Bacot-Déciaud et un autre (p. 223-244) de Marie-Claude Plantin, qui portent tous deux sur l'action humanitaire de l'Union européenne. Ensuite, Claude Garcin se penche sur les « aspects pénaux de la sécurité humaine » (p. 245-262) tandis que Jean François Rioux examine la « défense nationale » en fonction de la sécurité humaine (p. 263-282). Viennent ensuite l'étude du cas canadien par David Haglund et Jennifer Ross (p. 282-300) et l'étude de la « sécurité humaine et l'aide au développement au Canada » par Jean Daudelin (p. 301-20). Les deux dernières contributions de cette partie sont, d'une part, l'étude de cas que Stanislav J. Kirschbaum consacre à « la sécurité humaine et la démocratisation en Europe Centrale » (p. 321-331) et, d'autre part, l'étude de Jean Paul Joubert qui porte sur l'« intervention de l'humanité » (p. 334-351).

Dans une conclusion (p. 354-363) qui précise les « leçons » à tirer de la sécurité humaine pour les relations internationales, Jean-François Rioux affirme que « l'approche de sécurité humaine en est encore à ses débuts ». Il ajoute qu'il s'agit d'un concept « plus théorique que pratique », qui « souffre d'un problème de définition », et qu'il est légitime de « se demander quelles sont vraiment les racines idéologiques du concept ». En même temps, Rioux reconnaît qu'il s'agit là d'une conception nouvelle et que « jamais auparavant une doctrine de politique étrangère n'[a] si ouvertement envisagé la primauté de la sécurité des personnes par rapport à celle des États ». Et Jean-François Rioux de conclure : « la sécurité humaine pourrait être porteuse de changements importants, mais il faudrait pour cela que le concept influence fortement les grands organismes non gouvernementaux et inter-gouvernementaux, plusieurs puissances moyennes et quelques grandes puissances ».

Fahim Yousofzai est professeur au département d'administration des affaires du Collège militaire royal du Canada.

FLAGS OF OUR FATHERS

par James Bradley avec la collaboration de Ron Powers

New York: Bantam. 376 pages. 39,95 \$

Compte rendu par le capitaine de vaisseau A. Okros

La photo de Joe Rosenthal montrant six Marines hissant le drapeau américain sur Iwo Jima est devenue le symbole durable non seulement de ce Corps d'élite mais aussi du cran et de la détermination des États-Unis en temps de guerre. Comme beaucoup d'anciens combattants, John Bradley, mort le dernier des six, parlait rarement de ses expériences de guerre et rejetait le titre de héros que lui avaient donné les médias, en affirmant que « les vrais héros étaient ceux qui n'étaient pas revenus ». Après la mort de Bradley en 1994, son fils James a cherché à mieux comprendre le rôle de son père dans la Seconde Guerre mondiale, à en savoir davantage au sujet de la « photographie » et à apprendre ce qu'il était advenu des cinq autres hommes à jamais figés dans la gloire. *Flags of Our Fathers* est son compte rendu très personnel de la vie de ces six hommes depuis leurs années de jeunesse, à travers leur brève carrière militaire et, pour les trois qui survécurent à Iwo Jima, jusqu'aux défis que présentèrent leur soudaine et éclatante gloire ainsi que leur réadaptation au temps de paix.

Bien que James Bradley déclare ne pas être un universitaire ni un chercheur de métier, il a fini, avec son collaborateur Ron Powers, par connaître ces six hommes au terme d'une recherche minutieuse à force de converser des heures durant avec leurs

familles, leurs petites amies d'école secondaire, leurs coéquipiers d'équipes de football et particulièrement leurs camarades Marines survivants, mais aussi en lisant les lettres qu'ils envoyaient à la maison et en visitant les lieux où ils ont vécu. Tout au long de son travail, il cherche consciencieusement à rejeter les idées préconçues afin de pouvoir comprendre la véritable nature de ces hommes, y compris celle de l'énigmatique Ira Hayes, un Indien Pima, qui perdit son combat contre ses nombreux démons. Sa façon de décrire la manière dont ils furent élevés offre un excellent instantané des États-Unis d'avant-guerre qui présente de nombreuses ressemblances avec la situation canadienne de l'époque. Des traits communs recouvrent les différences géographiques, ethniques et religieuses qui existent entre les six hommes : la pauvreté, la rude éthique du travail, la foi religieuse, des liens familiaux étroits y compris des responsabilités envers des frères et sœurs plus jeunes, et une innocence bientôt balayée.

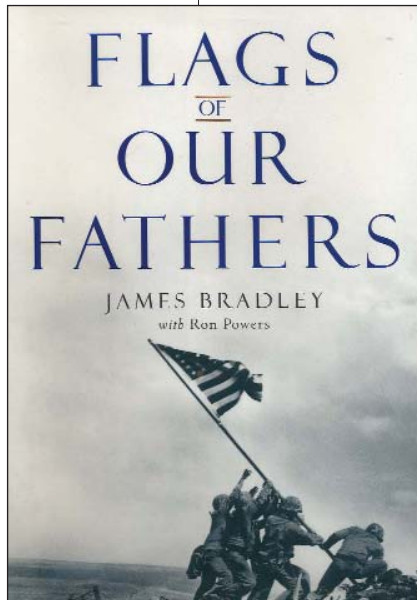
Les chapitres suivants donnent un aperçu des événements conduisant à Iwo Jima. Ils contiennent suffisamment de détails pour suivre le déroulement des événements. Dans le théâtre du Pacifique, de la Mandchourie à Pearl Harbor, puis dans les jungles de Guadalcanal et de Bougainville pour aboutir à l'assaut amphibie sur Tarawa. En parallèle avec ces événements se déroulent les histoires individuelles des six soldats depuis le camp d'entraînement des recrues jusqu'à leur formation de spécialistes et les mois de pratique à Hawaii pour affiner les capacités de combat et resserrer les liens de cohésion des unités. Dans cette partie du livre, Bradley offre aux lecteurs sa

perception des préalables au succès dans les combats, du caractère unique de ce que c'est que d'être un Marine et de ce qui fait un leadership efficace. Le lecteur averti reconnaîtra aussi au passage la nature évolutive de la guerre et la force tirée de l'application constante des leçons apprises à de nouvelles circonstances; entre autres, celles que le lieutenant général Kuribayashi, le commandant d'Iwo Jima, avaient retenues de la façon dont les Allemands se défendirent en Normandie se révélèrent particulièrement efficaces.

Le deuxième tiers du livre relate ensuite, avec des détails souvent horribles mais parfois humoristiques, les exploits de la mal nommée *Easy Company* dans laquelle servaient la majorité de ceux qui ont hissé le drapeau. Une remarque de l'amiral Nimitz, « la valeur peu commune était une vertu commune » inscrite plus tard sur le Marine Corps Memorial à Arlington, résume en bonne partie ce que Bradley décrit en termes bien concrets. En un mois de combats, la *Easy Company* perdit 84 p. 100 de ses hommes. L'auteur raconte les événements qui conduisirent à la première levée du drapeau, la nécessité de trouver un deuxième drapeau (après que le secrétaire de la Navy, James Forrestal, eut demandé le premier), les hasards de situation qui réunirent les six soldats et les trois photographes pour ce qui, à l'époque, ne semblait que quelques minutes plutôt banales. Bradley raconte ensuite le sort que connut la photo dans les médias et décrit non seulement la fascination qu'elle exerça sur la population, mais aussi la combinaison simultanée d'un mythe en formation, de l'exagération et d'une vérification peu soignée des faits qui engendrèrent des idées fausses, des erreurs et des malentendus sans oublier le délai de deux ans mis à identifier correctement le dernier des six hommes.

Bradley tourne alors son regard vers le retour à la maison et particulièrement vers les campagnes de relations publiques qui cherchèrent à tirer profit de « la photographie » et des héros qu'elle avait instantanément créés : déclarations émouvantes faites au Congrès septième émission (pour un montant record de 26 milliards de dollars) d'Obligations de guerre, films et monuments. Tout au long de ce récit, on voit les trois survivants s'efforçant de s'habituer à la notoriété : rencontres avec des présidents et des célébrités, tournage avec John Wayne de scènes du film *Sands of Iwo Jima* et couverture de presse constante. Comme Bradley le montre à partir de commentaires recueillis

auprès d'autres anciens combattants, les trois hommes étaient probablement un échantillon représentatif des soldats de retour de la guerre : Ira Hayes perdait son combat de dix ans contre le syndrome de stress post-traumatique, la dépression et l'alcoolisme; René Gagnon recherchait constamment l'occasion sans cesse ratée de tirer profit de la renommée; quant à John Bradley, il prenait avec stoïcisme ses distances à l'égard du mythe créé par les médias et refusait de parler, même en famille, de ses expériences de guerre. James Bradley termine son livre en racontant le décès de son père et en mentionnant son éloge funèbre qui souligne son service à la communauté plutôt que ses souvenirs de guerre; et l'auteur d'en revenir à son point de départ en décrivant les trois boîtes de lettres et de souvenirs qui l'ont lancé dans quatre années de recherche.



Flags of Our Fathers reposent essentiellement sur des valeurs : celles que ces six hommes ont acquises dans leur jeunesse durant les années de dépression, celles qui leur ont été instillées durant leur entraînement au Marine Corps et qui les ont soutenus dans l'enfer des combats et, spécialement pour John Bradley, celles qui l'ont guidé pour réussir sa transition de héros de guerre à citoyen prospère et pilier de sa communauté. En rédigeant ce livre, James Bradley n'a pas seulement fait un émouvant éloge funèbre d'un fils reconnaissant à son père, mais il a aussi payé à ceux qui ont tant sacrifié le tribut de ces générations qui leur ont succédé. Très agréable à lire, *Flags of Our Fathers* raconte certes fort bien une bonne histoire et contient des remarques pénétrantes sur la guerre à son niveau le plus viscéral; mais, chose plus importante, les leçons fondamentales qui ressortent de ce livre seront d'une valeur inestimable pour ceux qui chercheraient à transformer des individus très différents et pleins de naïveté pour en faire des équipes bien soudées capables de persévérer face à un ennemi bien préparé, aguerri et prêt à faire payer très cher chaque pouce de terrain perdu. À une époque qui connaît les promesses alléchantes de victoires décrochées par les seules munitions à guidage de précision, *Flags of Our Fathers* rappelle lucidement les nécessités et les réalités de la présence des soldats sur les champs de bataille.

Le capitaine de vaisseau A. Okros est le directeur de l'Institut de leadership des Forces canadiennes à Kingston.

A PROBLEM FROM HELL: AMERICA IN THE AGE OF GENOCIDE

par Samantha Power

New York, Basic Books, 611 pages. 44,95 \$

Compte rendu par le révérend major (ret.)
Arthur Gans

Je crois que l'on sait qu'on vieillit quant des événements qui ont eu lieu au cours de sa vie semblent historiques aux autres. La chose m'est arrivée avec l'ouvrage de Samantha Power, *A Problem from Hell*. À l'exception du premier des événements dont traite ce livre, le génocide arménien de 1915-16, tous se sont produits de mon vivant. (Pour une histoire en images du génocide arménien, je vous suggère le nouveau film d'Atom Egoyan, *Ararat*.)

Samantha Power est directrice administrative du Carr Center for Human Rights Policy au John F. Kennedy School of Government de Harvard. Elle est diplômée de la Harvard Law School et elle a aussi été correspondante de guerre en ex-Yougoslavie. Son livre est le fruit d'un travail hautement détaillé et on y trouve des notes très complètes.

Ce livre a été l'un des plus difficiles que j'aie eu à lire. Je suis né aux États-Unis et j'y ai vécu 36 ans. Bien que j'aie choisi de m'établir au Canada, j'ai encore de solides liens émotifs avec mon pays natal. Pourtant, je dois avouer que la lecture de cet ouvrage a rompu certains de ceux-ci. Ce livre raconte en fait l'histoire du génocide au XX^e siècle : on y traite de diverses tentatives d'extermination d'un peuple par un autre et de la manière dont les politiques américaines, en plus de ne pas stopper ces actions, ont empêché d'autres nations de venir en aide aux victimes. J'ai dû lire

cette histoire petit à petit à cause de la colère qu'elle provoquait en moi devant les actes intentionnels qui ont continuellement contredit le « Plus jamais ! » que l'on a tous entendu après la Seconde Guerre mondiale.

On trouve des héros dans ce récit : Raphael Lemkin, qui, en solitaire, a presque donné vie à la Convention contre le génocide. Des politiciens comme les sénateurs Claibourne Pell et William Proxmire, et des membres du Congrès comme Frank McCloskey, ont aussi risqué leur carrière politique pour faire adopter cette Convention, allant souvent à l'encontre de la direction de leur propre parti. Il y a aussi des soldats comme Roméo Dallaire et le général américain Wesley Clarke, qui ont tenté de convaincre les gouvernements de la nécessité d'intervenir. Des journalistes et des diplomates ont également pris des risques pour se trouver là où les génocides se produisaient et ont essayé de dévoiler ces crimes contre l'humanité.

On y trouve aussi des « vilains », membres de plusieurs administrations américaines qui ont volontairement ignoré ce qui se passait parce qu'ils jugeaient que cela ne relevait pas des intérêts vitaux des États-Unis. Certaines de ces administrations ont même appuyé ceux qui perpétreraient des génocides parce qu'ils étaient, à l'époque, des auxiliaires. Saddam Hussein était l'un de ceux qui ont pratiqué le génocide, et les États-Unis l'ont soutenu dans sa lutte contre l'Iran.

Il m'est ici impossible de nommer tous les héros et les vilains dont parle ce livre. Il est cependant important de reconnaître que toute affirmation à l'effet que ces actes, crimes de guerre et crimes contre l'humanité aient été commis dans l'ombre est tout simplement fausse. L'information était disponible, en grande partie dans les services de renseignements diplomatiques officiels. Les gouvernements savaient ce qui se passait, et les administrations américaines prenaient l'une après l'autre la décision délibérée d'éviter de parler de génocide, car elles comprenaient fort bien qu'elles seraient alors forcées d'intervenir.

Il est important que les militaires lisent cet ouvrage puisqu'ils vivent dans un monde contrôlé par des politiciens dont la majorité n'ont pas servi dans les forces armées. Ceux-ci prennent souvent des décisions qui font fi des réalités militaires, mais qui sont politiquement populaires. De plus, certains militaires sont actifs en politique et oublient que le véritable rôle du militaire est de se placer entre l'agresseur et la victime. C'est là l'essence de la vocation et de la profession des armes. Parfois, cependant, les militaires eux-mêmes oublient les leçons de l'histoire et laissent leurs expériences ou celles des autres influencer à tort leur raisonnement. C'est ce qui s'est passé au Pentagone au sujet de plusieurs génocides; des missions précédentes et les tragédies qu'elles avaient entraînées ont poussé les officiers supérieurs à prendre la décision de ne pas utiliser leurs soldats pour mettre terme à d'horribles crimes contre l'humanité. En anglais, on avait même osé qualifier cette position de « combatant immunity ».

Je crois que tous les commandants de troupe et tous les décideurs canadiens devraient lire cet ouvrage. Il faut le faire non seulement pour se rappeler le passé, mais aussi pour envisager sérieusement l'avenir. Pour le meilleur et pour le pire, le Canada est lié aux Américains et à l'OTAN : les décisions qu'ils prendront auront un impact important sur la façon dont les troupes canadiennes seront utilisées, où elles le seront et pour quelles raisons. Il faut que les décideurs présents et futurs soient vraiment conscients de l'influence qu'a sur le Canada la façon dont ces alliés prennent une décision. Ce livre traite d'un élément très grave dans ce processus : l'usage du génocide comme arme. Il importe que les Canadiens soient au courant de ce processus de prise de décision et le comprennent. Samantha Power a rendu un grand service à tous en exposant clairement l'histoire de décisions qui ont eu et continueront probablement d'avoir des conséquences très graves pour l'humanité.

Le révérend major (ret.) Arthur Gans est un aumônier militaire à la retraite qui s'intéresse particulièrement à l'éthique militaire.

THE FINAL INVASION: PLATTSBURG, THE WAR OF 1812'S MOST DECISIVE VICTORY

par David G. Fitz-Enz

Cooper Square Press, 269 pages. 42,95 \$

Compte rendu par le major John R. Grodzinski

The *Final Invasion* est une étude de l'offensive britannique lancée contre le Nord de l'État de New York en septembre 1814, laquelle s'acheva par la victoire navale des Américains près de Plattsburg sur le lac Champlain et par la décision du commandant britannique de se retirer au Canada. Elle prétend, peut-être avec raison, être la première étude sous forme de livre de cet aspect important de la guerre de 1812, bien que le livre d'Alan S. Everest, *The War of 1812 in the Champlain Valley* (Syracuse, 1981) couvre largement le même sujet. *The Final Invasion* a été favorablement accueilli par plusieurs critiques, et son auteur, le colonel (ret.) David Fitz-Enz, a reçu le *Distinguished Writing Award* de la Army Historical Foundation pour ce livre; il s'agit de son deuxième, mais c'est le premier dans lequel il traite d'histoire militaire.

La thèse centrale de l'auteur est que, après l'échec de l'offensive britannique, lancée selon un « plan secret » conçu à Londres, la campagne de Plattsburg tomba dans l'oubli puisque « les Britanniques en préservèrent la confidentialité pendant plus

d'un siècle ». Cette affirmation repose sur un ordre secret reçu par le lieutenant-général Sir George Prevost en juillet 1814 et qui exposait les plans de l'offensive britannique en Amérique du Nord pour le restant de l'année 1814. Dans son introduction, Fitz-Enz en parle comme d'« un des secrets les mieux gardés de l'histoire militaire et diplomatique »; il dit avoir obtenu d'un descendant de Sir George Prevost « une rare copie » de cet ordre et affirme que l'original a disparu quelque temps après 1922. Ce n'est pas exact. En effet, la famille Prevost a fourni une copie de cet « ordre secret » dans la première décennie du XX^e siècle, et cette copie est disponible parmi les documents du *Colonial Office* (CO 42, Secretary of State, *In Letters*, Canada) au Public Record Office depuis 1910. On peut aussi en trouver copie aux Archives nationales du Canada (CO 42/146 ou CO 43/23) à Ottawa. De plus, le texte complet de ce document a été publié en 1965 dans le livre de J. Mackey Hitsman, *The Incredible War of 1812* (réédité en version révisée par Robin Brass Studio en 1999). En fait, les historiens sont au courant de ce document, l'ont utilisé depuis des décennies, de sorte que son existence et son contenu sont bien connus; Fitz-Enz n'apporte donc rien de neuf quant à cet aspect de la campagne de Plattsburg.

La thèse de l'auteur repose par conséquent sur des fondements peu solides, et sa position est davantage ébranlée par des faiblesses méthodologiques. *The Final Invasion* ne comporte pas de bibliographie et contient très peu de citations, et celles qu'on y trouve indiquent un usage très limité des sources

primaires et secondaires quant à la campagne de Plattsburg. Plusieurs études et documents clés sont complètement ignorés. L'auteur a consulté le journal (en fait, les mémoires, vu qu'une bonne partie en a été rédigée plusieurs années après la guerre) de la fille de Sir George Prevost, mais il a négligé de consulter ce qui reste des écrits du major-général Frederick Robinson, un des commandants de brigade britanniques à Plattsburg que l'on peut trouver dans la collection spéciale du Collège militaire royal du Canada, qui incluent le fascinant journal de campagne de cet officier. C'est là, de la part de Fitz-Enz, une omission majeure vu que ce journal renferme beaucoup de faits pertinents et intéressants au sujet de cette campagne.

Parmi les nombreux travaux secondaires dont l'auteur aurait pu tirer profit, il faut mentionner *Wellington's Headquarters* de S.P.G. Ward, qui est probablement la meilleure étude individuelle de l'organisation de l'état-major de l'armée britannique; l'ouvrage essentiel de Richard Glover, *Peninsular Preparation*, qui offre la meilleure analyse d'ensemble de l'armée à cette époque; et *Incredible War of 1812* de Hitsman, qui incorpore la recherche personnelle de cet historien sur la manière dont le général Sir George Prevost exerçait son commandement. Pour avoir ignoré ces travaux, l'auteur néglige ou interprète incorrectement plusieurs aspects cruciaux de la structure et des principes de commandement et de contrôle de l'Armée britannique ainsi que leur évolution au cours de près de 20 ans de guerre constante. Par exemple, Prevost cumulait les fonctions de gouverneur général et de commandant en chef de l'Amérique britannique du Nord. À ces titres, il rendait compte, en matière de politique stratégique et tactique, directement au secrétaire d'État à et aux Colonies, et non pas, comme le croit l'auteur, au War Office ou Horse Guards. Ses rapports avec le War Office se limitaient à des affaires de routine telles que les assignations en poste des officiers ou leurs promotions. C'est Lord Bathurst, secrétaire d'État à la Guerre et aux Colonies, et non pas le Duc de York, commandant en chef de l'Armée britannique au War Office, qui avait la responsabilité principale de la poursuite de la guerre en Amérique du Nord. C'est (et c'était) là une organisation du commandement très déroutante, mais tout historien qui écrit sur l'Armée britannique pendant la guerre de 1812 devrait d'abord en maîtriser les complexités.

Les carences de sa recherche sur cette armée amènent l'auteur à perpétuer de nombreux mythes et l'empêchent de reconnaître que près de deux décennies de conflit avaient augmenté considérablement l'expérience des Britanniques et accéléré la promotion de leurs officiers au mérite et non plus selon la naissance ou l'achat du grade. En 1814, seulement environ 20 p. 100 du Corps des officiers devaient leur rang à l'achat du grade; les autres le devaient à leur mérite sur les champs de bataille.

L'auteur semble avoir mal compris la force et la composition des troupes de l'envahisseur britannique et il répète le mythe concernant la participation des « Wellington's Peninsular Veterans » à cette campagne. Il n'est d'ailleurs pas le seul à faire de telles erreurs. Le chiffre souvent avancé de 15 000 soldats engagés dans la division britannique à Plattsburg est tiré des données militaires britanniques conservées aux Archives nationales du Canada. Les historiens ont souvent négligé deux autres rapports importants datés à Plattsburg et à Odelltown en septembre 1814 qui ne figurent que dans les dossiers du ministère des Colonies et sont aussi disponibles à cette même institution. Ces documents mentionnent un effectif total d'environ 10 000 officiers et soldats. Mais en déduisant les malades, le personnel détaché et ceux qui sont absents pour d'autres raisons, la division ne comptait probablement pas plus de 8 200 officiers et soldats à son arrivée à Plattsburg et Odelltown en septembre 1814. Six des 14 bataillons d'infanterie de

l'armée de Prevost provenaient de la Peninsular Army de Wellington. Comme deux de ces bataillons et la majorité des effectifs de deux autres servaient dans les lignes de communication, ils n'étaient pas présents à Plattsburg. L'auteur exagère aussi le nombre des déserteurs britanniques, laissant entendre qu'il y en aurait eu jusqu'à 1 000. Cette estimation ne repose sur rien; les deux documents mentionnés plus haut montrent qu'entre le 6 et le 15 septembre l'armée a perdu 239 déserteurs, dont la plupart appartenaient à trois unités n'ayant jamais servi sous Wellington et dont une était composée de mercenaires suisses et réputée pour son taux élevé de désertion. La seule brigade composée exclusivement de Peninsulars n'a connu aucun cas de désertion. Une recherche scrupuleuse aurait évité des affirmations incorrectes à ce sujet. Selon moi, des historiens toujours en vie, il n'y a que Donald E. Graves et Alan S. Everest qui ont étudié ces deux documents dans le détail.

Il y a beaucoup d'erreurs mineures de fait dans ce livre, beaucoup trop. La Provincial Marine (et non Maritime) dépendait du Quartermaster General Department et ne relevait pas de la « supervision » de la Royal Navy durant la première année de guerre. Elle disparut au printemps 1813 après l'arrivée du commodore (et non amiral) Sir James Yeo. Le colonel de la milice newyorkaise, Solomon Van Renseelaer, n'a pas été tué à Queenston Heights en 1812; il a survécu à la guerre et a publié d'intéressants mémoires en 1836. Les fonctions remplies par William Henry Robinson et Frederick Robinson sont interverties en passant du texte à la liste des participants britanniques dans les annexes. William Henry Robinson était le commissaire général pour l'Amérique du Nord et non pas un major général. Les Britanniques n'ont pas participé aux négociations destinées à mettre fin à la guerre avec la Russie et choisirent plutôt de traiter directement avec les Américains à Gand (qui, en 1814, n'était pas en Belgique mais dans le Royaume-Uni des Pays-Bas). Les Royal Americans formaient la 62^e et non pas la 60^e unité d'infanterie. On pourrait considérer ces erreurs comme mineures, mais leur accumulation même est troublante; jointes à des négligences patentes d'édition, qui occasionnent des problèmes techniques tels que des erreurs sur les majuscules, elles déprécient encore plus ce livre.

L'étude de l'histoire est essentiellement un processus cumulatif. Un premier historien pousse la recherche et l'analyse d'un sujet jusqu'à un certain point, puis un autre historien repart de ce point pour élargir la connaissance et la compréhension de ce sujet par ses recherches et analyses ultérieures. Malheureusement, *The Final Invasion* fait marche arrière dans ce processus parce que sa thèse centrale ne repose pas sur les faits. Le texte révèle que son auteur a failli dans sa tâche d'avoir recours aux sources primaires et aux sources secondaires pertinentes, et il en résulte des erreurs fondamentales au sujet de la campagne de Plattsburg. Cette faiblesse évidente est aggravée par nombre d'erreurs factuelles dans le texte et un travail d'édition de piètre qualité. C'est pourquoi on ne peut considérer ce livre comme un travail scientifique et un ajout valable à la littérature sur la guerre de 1812. On se demande comment il a pu se mériter tant de critiques favorables.

Malheureusement, tout bien considéré, je ne peux pas recommander *The Final Invasion* à quiconque s'intéresse sérieusement à la guerre de 1812 ou à l'histoire militaire. À moins que ne paraisse un meilleur ouvrage sur ce sujet, le livre de Alan S. Everest, *The War of 1812 in the Champlain Valley* reste la meilleure étude d'ensemble sur la campagne de 1814 à Plattsburg.

Le major John R. Grodzinski est le G3 du Système de la doctrine et de l'instruction des Forces terrestres et le rédacteur du Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, la revue professionnelle de l'Armée de terre du Canada.

**A CENTURY OF SERVICE:
CANADA'S ARMED FORCES FROM
THE BOER WAR TO EAST TIMOR**

par Jim Lotz

Halifax, The Nova Scotia International Tattoo Society, 180 pages. 29,95 \$

**FAMILY OF VOLUNTEERS: AN
ILLUSTRATED HISTORY OF THE
48TH HIGHLANDERS OF CANADA**

par George W. Beal

Toronto, Robin Brass Studio, 176 pages. 29,95 \$

Compte rendu par le major Michael Boire

Avec *A Century of Service*, l'auteur, Jim Lotz, et son éditeur, le colonel (ret.) John Boileau, ont produit un livre attrayant et pratique tout en atteignant leur objectif qui consistait à « donner un visage humain au remarquable passé du Canada tant au combat que dans les opérations de maintien de la paix ». Ce livre broché traite des aspects militaires de l'histoire complexe du Canada d'une manière concise et sobre. À un rythme rapide, le lecteur traverse 100 ans d'histoire militaire, de la guerre des Boers (la première intervention canadienne outre-mer à la fin du XIX^e siècle) jusqu'aux opérations de paix au Kosovo et au Timor oriental à la fin du millénaire. Le livre donne une excellente vue d'ensemble et serait un bon manuel d'école secondaire, car il présente au lecteur les moments importants de l'histoire militaire du Canada sans toutefois contenir les analyses détaillées de livres plus érudits. Ses illustrations sont indéniablement sa qualité dominante; le mélange équilibré d'œuvres de guerre, de photos prises au combat et de bonnes cartes s'accompagne de commentaires simples. L'ensemble donne au lecteur une récapitulation facile à lire d'un siècle de succès militaires canadiens.

Il est dommage que les auteurs se soient limités aux 100 dernières années de l'histoire militaire du Canada. Sous cette présentation attrayante, c'eût été un plaisir de lire un compte rendu de l'expédition de la rivière Rouge, de la rébellion du Nord-Ouest, des raids des Fenians et, bien sûr, de la guerre de

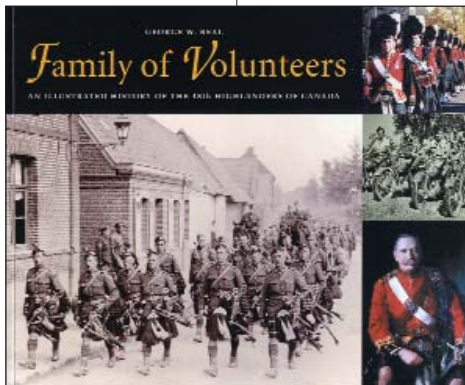
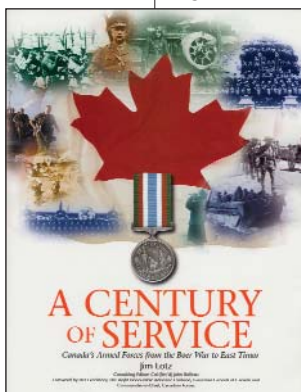
1812. Il faut espérer qu'une prochaine édition comprendra également une revue complète des succès militaires canadiens du XIX^e siècle. Lotz et Boileau ont fait une excellente contribution en donnant un résumé valable et agréable à lire des contributions des citoyens-soldats canadiens à la défense de leur pays.

Dans *Family of Volunteers*, George Beal dévoile le secret du succès d'un des plus célèbres régiments du Canada, les 48th Highlanders de Toronto. La clé de la réussite réside dans la combinaison du volontariat, de l'esprit de famille et du leadership. Beal s'attarde à expliquer le volontariat de Canadiens qui continuent de consacrer une part importante de leur vie au service dans la Milice canadienne. Dans le 48th, ces citoyens ont trouvé une seconde famille dans laquelle les liens n'étaient « pas moins émotifs, pas moins viscéraux et pas moins réels que dans une famille biologique ». Ceux qui ont passé du temps dans un régiment de la Milice savent qu'il ne s'agit pas là d'une exagération, mais plutôt d'une description exacte de l'engagement profond que le service dans la Milice peut insuffler aux jeunes Canadiens et Canadiennes. Pour ce qui est du rôle primordial du leadership dans la vie du régiment, les chapitres consacrés aux succès de l'unité au cours de deux guerres mondiales montrent clairement le mérite et la valeur des hommes braves qui l'ont commandée.

Le livre de Beal couvre les 111 ans d'histoire du régiment et insiste également sur ses succès en temps de paix. En fait, l'auteur innove dans sa description de la Milice canadienne. Peu d'histoires régimentaires relatent convenablement les difficultés qu'ont dû surmonter les citoyens patriotes en vue qui ont pris l'initiative de créer des régiments pour la Milice canadienne au XIX^e siècle. Beal comble cette lacune avec des descriptions fascinantes du rôle qu'ont joué des Torontois importants pour faire du 48th un élément essentiel de la vie de la ville au cours des années qui ont précédé la Première Guerre mondiale.

Alors que la Milice canadienne est sur le point d'être restructurée une fois de plus, le livre de Beal pourrait servir de référence quand on discutera du rôle de la Milice dans la préservation et la protection du Canada.

Le major Michael Boire enseigne l'histoire au Collège militaire royal du Canada.



**SHADOW FLIGHTS : AMERICA'S
SECRET AIR WAR AGAINST THE
SOVIET UNION**

par Curtis Peebles

Novato, CA, Presidio Press, 322 pages.

Compte rendu par Sean M. Maloney, Ph.D.

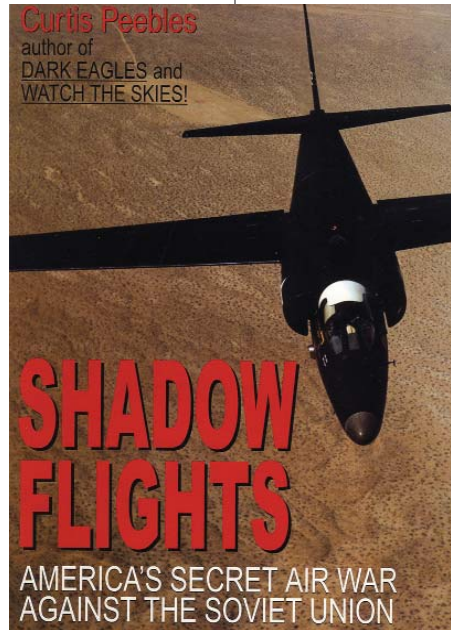
Il y a maintenant au Canada une génération de jeunes qui ne se souviennent pas de la guerre froide. Les efforts pour expliquer ce combat dans l'ombre, sa place dans l'histoire du Canada et le fait qu'il ne s'est pas transformé en guerre plus catastrophique que les Première et Seconde Guerres

mondiales sont compliqués par la difficulté de faire comprendre l'esprit du temps et le niveau de danger propre à cette époque. Il n'a jamais été facile d'étayer une étude de l'expérience de la guerre froide sur des documents, surtout en ce qui a trait au renseignement relié à la guerre nucléaire; pourtant, Curtis Peebles, auteur de plusieurs études faisant autorité sur le développement des programmes de reconnaissance américains, a fait un superbe travail en dévoilant quelques-uns des événements les plus secrets de ce conflit de 45 ans. La reconnaissance aérienne était une activité particulièrement dangereuse, mais les enjeux en étaient extrêmement élevés. Sans l'information recueillie par ces combattants de la guerre froide, les puissances occidentales n'auraient probablement pas triomphé et l'humanité vivrait dans un désert radioactif. En conjonction avec l'effort de

dissuasion nucléaire, la reconnaissance aérienne faisait savoir aux adversaires communistes que les puissances de l'OTAN les tenaient à l'œil.

Certes, l'histoire de Gary Power et son U-2 et la place qu'elle occupe dans le drame de la guerre froide n'ont rien de nouveau, mais combien de personnes ont entendu parler des Spitfire de reconnaissance et de leurs pilotes britanniques qui pénétraient en Chine communiste à partir de Hong Kong? Ou encore des survols dangereux mais cruciaux des RB-45C de la RAF en URSS dans le but de repérer l'emplacement des défenses antiaériennes de Moscou? Ou de l'utilisation par les Américains de ballons sans équipage traversant l'espace soviétique pour photographier des sites nucléaires de très grande importance? Ou de l'emploi massif des RB-47 survolant la péninsule de Kola? Peebles analyse aussi le rôle des reconnaissances aériennes dans la collecte d'informations sur les conflits périphériques de la guerre froide au Moyen-Orient et note que ces informations furent des facteurs clés dans la résolution de ces conflits. Scott Ritter et les survols de

Bagdad par les U-2 de la Commission spéciale de l'ONU sont loin d'être une nouveauté.



Bien que Peebles prenne soin de préciser que son étude se limite aux efforts d'espionnage aérien des Américains, il consacre quelque attention à leur étroite relation avec ceux de la Grande-Bretagne, et notamment à la participation britannique au programme des U-2. Il est dommage que Peebles n'ait pas étudié la relation plus étroite encore qui existait entre les services de renseignement canadiens et américains et sa composante aérienne. Leurs missions conjointes furent également importantes pour la surveillance du Grand Nord durant la guerre froide. Il faut aussi regretter que *Shadow Flights* s'arrête dans les années 1960 plutôt que de couvrir aussi les deux dernières décennies de cette guerre de l'ombre.

Shadow Flights est un ouvrage attrayant que devrait lire quiconque s'intéresse à la façon dont l'Occident a mené et gagné la guerre froide.

Sean M. Maloney, Ph.D., enseigne l'histoire militaire au Collège militaire royal du Canada

Le département d'histoire du Collège militaire royal du Canada a le plaisir d'annoncer la tenue du



25^e Symposium d'histoire militaire les 20 et 21 mars 2003

**Leçons retenues ou non retenues :
réactions militaires en matière de succès et d'échecs**

John Lynn, université de l'Illinois, *Discours-programme*

Brian Holden Reid, King's College et University of London, *Les États-Unis après la guerre de Sécession*

Arden Bucholz, State University of New York à Brockport, *L'Allemagne après 1871*

Michael Ramsay, Kansas State University, *La Grande-Bretagne après la guerre des Boers*

Jack English, *Le Canada après la Première Guerre mondiale*

David Stone, Kansas State University, *La Russie après la Première Guerre mondiale*

Thomas Hughes, Air War College, US Air Force, *Les forces aériennes des États-Unis après la Première Guerre mondiale*

Sebastian Ritchie, Air Historical Branch, UK Ministry of Defence, *La RAF et l'expérience de la guerre du Golfe*

Pour de plus amples renseignements :

Ron Haycock, Ph.D.
Département d'histoire
Collège militaire royal du Canada
Kingston (Ontario)
Canada
Téléphone : (613) 541-6000 poste 6243
haycock-r@rmc.ca

Scot Robertson, Ph.D.
Département de sciences politiques et économiques
Collège militaire royal du Canada
Kingston (Ontario)
Canada
Téléphone : (613) 541-6000 poste 8402
scot.robertson@rmc.ca

Personnes-ressources en matière d'administration et d'inscription
Mme Diane Cleary
Collège militaire royal du Canada
Kingston (Ontario)
Canada
Téléphone : (613) 541-6000 poste 6872
cleary-d@rmc.ca